

APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES : UNITÉ DE LA GAUCHE DE GAUCHE

Par le Conseil national du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) Montreuil le 28 juin 2009.

Le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) a commencé l'analyse de la campagne des élections européennes, de ses résultats et de ses suites. Il a déjà publié de « premiers constats » afin d'établir les données incontestables qui permettront ensuite à tous ceux qui le souhaitent de procéder à des analyses fiables. En ce qui le concerne, dans les jours et les semaines qui viennent, le M'PEP publiera d'autres textes. Le niveau exceptionnel atteint par l'abstention nécessite une réévaluation complète des positions de la gauche sur la question européenne. Comment croire qu'il soit possible de construire une quelconque union européenne dans l'indifférence ou même l'hostilité d'une majorité des peuples ? Cette réalité s'impose désormais aux partis, organisations et regroupements de gauche qui auront à assumer leur rupture avec le système européen actuel. Pendant la période électorale, le M'PEP a appelé à voter pour les listes du Front de Gauche et a fait campagne en leur faveur. Par cette décision, le M'PEP a considéré que l'alliance entre le Parti communiste français (PCF) et le Parti de gauche (PG), rejoints ensuite par deux autres forces politiques (Gauche Unitaire et République et Socialisme), était une avancée vers les objectifs fondamentaux que notre Mouvement s'est fixés. Les raisons du soutien du M'PEP au Front de Gauche reposent sur ses objectifs principaux :

1.- « Agir pour repolitiser les citoyens ».

Les référendums et les élections sont toujours des moments privilégiés de débats politiques et de politisation des citoyens. Il était donc logique que le M'PEP se manifeste pendant cette campagne, d'une façon ou d'une autre. Car la repolitisation des citoyens, qui se traduit par l'engagement individuel et collectif, doit avoir l'action pour finalité. Et l'action, lors d'une élection, c'est le vote. De plus, le M'PEP s'est engagé dans cette bataille électorale en cohérence avec la mobilisation de ses membres dans la campagne contre le traité constitutionnel européen en 2005. Il constate aujourd'hui l'éclatement des forces altermondialistes : une partie s'est condamnée à l'inertie, une autre s'est réfugiée dans Europe Ecologie, favorable au traité de Lisbonne. Le soutien du M'PEP au Front de Gauche, seule configuration politique ayant manifesté des préoccupations unitaires sur la base du rejet du traité de Lisbonne, semblait le mieux convenir à cet objectif de repolitisation que s'est fixé le M'PEP.

2.- « Contribuer à la construction d'une grande force politique de gauche ».

Malgré des points de divergence entre le PCF et le PG d'une part, et le M'PEP d'autre part, le M'PEP a néanmoins considéré que le Front de Gauche constituait un pas dans la direction du rassemblement des gauches. Le M'PEP n'est pas favorable au tout ou rien, aux attitudes intransigeantes et sectaires, et ne croit pas au mythe de la « pureté » révolutionnaire. L'union des gauches est indispensable, et elle ne se réalisera que si chaque composante fait un pas vers les autres sur la base de compromis clairs, publics et assumés par toutes les parties. C'est ce qu'a fait le M'PEP.

3.- « Placer la souveraineté populaire au centre du débat politique ».

Dans les démocraties, la souveraineté populaire s'exprime d'abord lors des élections. Le M'PEP s'est engagé dans ces élections en cohérence avec cet objectif et pour défendre la souveraineté populaire qui avait été bafouée par toutes les forces en présence disposant de parlementaires, sauf celles rassemblées au sein du Front de Gauche.

4.- « Sortir de l'eurolibéralisme ».

Le M'PEP considère qu'il faut « faire bouger l'Union européenne ou en sortir ». Cette analyse n'est pas partagée par le PCF et le PG. Afin de ne pas compromettre le rassemblement qui se dessinait avec le Front de Gauche, le M'PEP a choisi de ne pas faire campagne sur ce thème. D'autant que les positions du PCF et du PG contenaient un aspect très positif, celui de considérer – à juste titre – que les traités européens sont « incompatibles avec des politiques de gauche ». Cette analyse conduit ces deux partis à préconiser la signature de nouveaux traités. Mais, comme le M'PEP aura l'occasion de le développer ultérieurement, la possibilité de changer d'Europe par de nouveaux traités vient d'être pulvérisée par le résultat des élections européennes. Le PCF et le PG, tôt ou tard, devront en tenir compte et s'interroger sur le maintien du système européen actuel.

Au total, le M'PEP a mené campagne aux côtés du Front de Gauche, malgré le refus de ce dernier de l'intégrer. Il a pu cependant présenter ses propositions dans des dizaines de réunions publiques, contribuant à donner localement au Front de Gauche l'image de pluralisme et de diversité qui lui était nécessaire. Le Front de Gauche a réalisé un score encourageant. Le M'PEP appelle à sa continuation et à sa transformation. Il formule les quatre propositions suivantes :

1.- Que les quatre membres actuels du Front de Gauche s'adressent ensemble à toutes les organisations de la gauche de gauche, sans ostracisme. Le but étant d'élaborer une plateforme politique commune, valable pour les luttes immédiates et pour les prochaines échéances électorales (des régionales aux présidentielles et législatives). Cette stratégie n'est possible, bien évidemment, qu'à la condition de se fixer l'objectif de devenir la force dominante à gauche, devant le PS.

2.- Que les militants qui ont participé à la campagne du Front de Gauche sur le terrain soient incités à se réunir pendant les mois d'été pour débattre du bilan et des perspectives.

3.- Que les partis et forces politiques de la gauche de gauche engagent une réflexion approfondie, sans tarder, sur la question européenne. Il faut réévaluer les perspectives européennes de la gauche de gauche. Sa perspective actuelle, en effet, est soit la signature de nouveaux traités européens, soit une « constituante » européenne. Mais ces objectifs n'ont de sens que dans le très long terme, ils n'en ont aucun dans le court et moyen. Les élections européennes 2009 viennent de démontrer qu'il n'existe aucun rapport de force, à l'échelle des Vingt-Sept, pour parvenir à brève échéance à l'un ou l'autre de ces objectifs.

4.- Que le Front de Gauche participe aux élections régionales. Il afficherait ainsi sa volonté de durer et de participer à la construction d'une gauche unie, à la gauche du PS. Le M'PEP est partisan qu'une réflexion nationale, associant tous les acteurs qui le souhaitent (partis et mouvements politiques, élus, syndicalistes, associations), s'engage rapidement pour dresser le bilan de gestion de toutes les régions et élaborer les pistes d'un programme général. Ce dernier serait ensuite décliné et adapté région par région. Le Front de Gauche présenterait donc des listes au premier tour, dans toutes les régions. Au deuxième tour, le Front de Gauche devrait appeler à battre la droite et fusionner avec la liste de gauche arrivée en tête, si les conditions politiques le permettent, par exemple le rejet de membres du MoDem. Sur ces bases, le M'PEP est prêt à s'engager, y compris par la présence de candidats sur les listes du Front de Gauche.

Dans sa « Déclaration d'intention politique » du 25 mai 2008, bien avant la création du Front de Gauche, le M'PEP justifiait sa création par l'analyse suivante : « Trois ans après cette victoire historique [celle du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005], le paysage politique français est un champ de ruines. L'incroyable élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, il y a tout juste un an, fait honte à la France. Elle n'a été permise que par la faillite de la gauche : renoncements, calculs politiques, sectarismes, jeux des egos, ont provoqué l'échec et ne semblent plus avoir de fin. Toute la gauche française est à reconstruire. Elle est en haillons et n'a plus de fondements idéologiques solides. Une partie d'entre elle s'est même inscrite dans le cadre intellectuel du néolibéralisme, ne cherchant, timidement, qu'à freiner les conséquences de la mondialisation capitaliste. Elle s'est résignée. Elle a capitulé. Fascinée par le martèlement idéologique de la droite et du Medef, cette gauche a perdu l'initiative et se retrouve impuissante à s'engager sur la voie d'un projet de société libéré de l'emprise du capitalisme. »

Cette déclaration poursuivait : « La création du M'PEP répond à une double finalité : contribuer aux débouchés politiques des activités d'éducation populaire et des luttes sociales ; participer à la création d'une grande force politique de gauche. » Elle ajoutait : « C'est pourquoi le M'PEP considère qu'il faut engager dès à présent une bataille de fond pour ouvrir un nouveau cycle idéologique, culturel, philosophique et politique : celui de l'épuisement de la pensée néolibérale et de l'avènement d'un socialisme du XXI^e siècle. Il faut organiser le réarmement idéologique et culturel de la gauche. La gauche doit se décomplexer et renouer avec son ancrage populaire. Il faut faire grandir l'idée et construire une nouvelle force politique de gauche, à vocation majoritaire et internationaliste. »

Un an après la création du M'PEP, la situation politique a évolué. A gauche, le Front de Gauche représente aujourd'hui un espoir. Mais sa démarche demeure balbutiante et fragile. C'est pourquoi le M'PEP, qui n'est pas un parti politique mais un mouvement (les adhérents des partis peuvent devenir membre du M'PEP), va poursuivre et amplifier son activité. Dès cet été il va lancer une campagne d'adhésions.

La gauche, en effet, a besoin d'organisations comme le M'PEP, indépendantes, désintéressées, attachées à leur liberté d'expression, refusant la langue de bois ou de coton. Le M'PEP souhaite mettre de la politique dans l'éducation populaire et de l'éducation populaire dans la politique. Il a pour ambition de construire un courant d'idées rassemblé :

- * sur le retour aux valeurs historiques de la gauche et du socialisme ;
- * sur la politisation des questions environnementales afin de se dégager du piège qui vise à résoudre la crise de légitimité du capitalisme néolibéral en inventant un pseudo consensus sur un « capitalisme vert » ;
- * sur la conviction qu'à défaut de faire bouger l'Union européenne il faudra en sortir pour rebâtir de nouvelles coopérations entre les peuples et nations d'Europe et de Méditerranée ;
- * sur l'exigence d'un nouvel ordre économique, monétaire et financier international qui passe, à court terme, par des mesures protectionnistes universalistes inspirées de la Charte de La Havane de 1948 ;
- * sur le renouveau des valeurs républicaines et de la nation, seul espace démocratique à partir duquel mener les combats internationalistes pour la transformation sociale ;
- * sur la volonté de construire une grande force politique de gauche débarrassée de toute notion de parti-guide ou d'homme providentiel.

Le M'PEP invite toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à son action à participer à sa 2^e université d'été, du 28 au 30 août à Lille, et à le rejoindre.

(à retrouver sur le site <http://www.m-pep.org/spip.php?article1371>)